

ASSEMBLÉE NATIONALE

16 janvier 2022

CONTRE DÉSERTIFICATION MÉDICALE - (N° 4784)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° 8

présenté par

M. Chenu, M. Bilde, M. Blairy, Mme Le Pen, M. Meizonnet, Mme Pujol et Mme Houplain

ARTICLE 2

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

A l'heure où l'on manque de soignants, où les professions médicales subissent un désintérêt, et où les libertés individuelles sont sans cesse remises en question, il apparaît contre-productif de rendre obligatoire pour trois ans la présence de nos soignants en zones sous-dense.

Nous sommes convaincus que c'est par une refonte du système de santé, un développement économique et sociales des zones péri-urbaines et rurales et par des incitations positives que l'on retrouvera une égalité d'accès aux soins sur l'ensemble des territoires de notre Nation.

Il convient notamment de renforcer considérablement l'attractivité du contrat d'engagement de service public, de développer la communication s'y référant, de mettre en place des actions de sensibilisation et de « recrutement » des étudiants et internes.

Cet amendement vise donc à supprimer cet article.